
OLIVIER DARTIGOLLES



CARNET(S)
DE CAMPAGNE


**FRONT
DE GAUCHE**

L'humain d'abord !

LISTE DU FRONT DE GAUCHE DE RASSEMBLEMENT
CITOYEN, ÉCOLOGISTE, SOCIAL

Mon carnet de campagne

« REDONNER AUX CITOYENS LE DROIT DE DÉCIDER »



La nouvelle région Aquitaine/Limousin/Poitou-Charente a un côté démesuré. Composée de douze départements, elle compte près de 6 millions d'habitants répartis dans 4 500 communes.

Ce n'est visiblement pas le souci de proximité qui a présidé à son redécoupage.

Avec la liste Front de gauche conduite par Olivier Dartigolles, agissons pour faire de l'égalité entre les territoires la marque de fabrique de la nouvelle assemblée régionale.

À travers les transports, et plus précisément la défense du maillage ferroviaire menacé dans la région. Avec les cheminots, leurs syndicats, travaillons à une alerte publique en direction des usagers avec des propositions pour une vraie politique de gauche des transports.

À travers l'agriculture, notamment les circuits courts qui pourraient par exemple approvisionner les lycées de la région. Face à la situation catastrophique du monde paysan, avec les

agriculteurs, les consommateurs, travaillons à un pacte alimentaire et territorial à faire vivre au cœur de la future assemblée régionale.

À travers l'égalité et la solidarité entre régions et territoires, à l'inverse de la loi NOTRe, portons l'exigence de démocratie avec les citoyens, les élus. Travaillons pour des états généraux des maires de la région dès la première année de la mandature.

Ecrivons notre carnet de campagne à partir de contenus alternatifs à l'austérité.

Avec nos candidates et candidats, avec les forces politiques du Front de gauche, avec les citoyens, travaillons à élargir le rassemblement.

Il y a beaucoup de colère mais aussi beaucoup d'idées, de savoir-faire, d'expériences de terrain, de personnes qui demandent à être entendues. Mettons en mouvement cette intelligence, cette force populaire et citoyenne. Remettons la politique à l'endroit en redonnant aux citoyens le droit de décider.



PREMIER CARNET DE CAMPAGNE

1140 kilomètres au compteur pour ces deux premières journées avec des étapes en Haute-Vienne, en Charente, Dordogne et Lot-et-Garonne. C'est aussi cela la réalité de la nouvelle grande région. Je livrerai de rapides notes sur ce blog sous la forme d'un carnet de campagne.

Saint-Brice-sur-Vienne (87).

À une demi-heure de route de Limoges, le village touche Saint-Junien et Oradour-sur-Glane. Je pense à Robert Hébras, magnifique Monsieur, une des six personnes à avoir survécu au massacre du 10 juin 44. Il avait accueilli en 1999 la classe de 3^e dont j'étais le prof. d'histoire. J'avais alors préparé des «chemins de mémoires», d'Oradour-Saint-Marie où j'enseignais à Oradour en passant par le camp de Gurs (Pyrénées-Atlantiques, alors Basses-Pyrénées).

À la mairie de Saint-Brice, je croise Sylvie Tuyeras dans le hall de sa commune. Le contact est direct, humain. J'observe cette scène « ordinaire », aujourd'hui directement menacée par les

attaques visant la démocratie locale, les libertés communales. La réforme territoriale en cours (loi NOTRe, saignée dans les dotations de l'Etat aux communes) veut imposer une architecture reposant sur trois piliers : une Europe supranationale, de grandes régions et des intercommunalités dont les préfets, comme c'est le cas dans les Pyrénées-Atlantiques, aimerait accélérer le regroupement. L'Etat se retrouverait alors réduit aux strictes fonctions régaliennes. Les départements et les communes seraient alors des coquilles vides. Avec, en toile de fond, la concurrence entre les territoires, les inégalités à la place des coopérations et des solidarités.

Madame le maire de Saint-Brice me présente sa commune, les écoles, le parc de Chambéry vers où nous nous dirigeons. Magnifique étang. Pas le temps de flâner. La presse locale nous attend, des camarades, des amis de Limousin Terre de gauche. Nous parlons du rassemblement à construire pour ces élections régionales. Sylvie Tuyeras, élue conseillère départementale en mars dernier, signe le Pacte pour une région solidaire, citoyenne et écologique. Avant de partir, je note

sur mon cahier une formule de l'élue qui accueille des artistes en résidence dans sa commune. J'espère que l'on pourra parler de politiques publiques culturelles lors de la campagne : « Ils prennent leur temps pour créer... ils ont besoin d'une grande lenteur ». Grande lenteur, j'aime cette idée. Subversif.

Départ pour la Charente.

Pause-café pour lire la presse locale. À la «une» de la Charente Libre, le témoignage d'un éleveur laitier qui jette l'éponge. Il est installé à Feuillade et c'est la dernière traite. Il se dit à la fois « *dépité et soulagé* ». « En 5 ans, j'ai perdu 100 000 euros, les marges sont accaparées par la grande distribution et les industriels, et nous sommes tributaires d'un seul acheteur qui fixe les prix ». Feuillade est la première commune charentaise dans la production de lait. Il ne reste plus que 3 producteurs et, depuis 2008, la production a chuté de 2 millions de litres.

Autre article : à Cognac, la tonnellerie Vicard supprime 23 emplois. Le chef d'entreprise évoque les difficultés pour acheter la matière première en provenance... des Etats-Unis. « *Les producteurs des Etats-Unis font la pluie et le beau temps et ne nous fournissent plus suffisamment* ». Le carnet de commande, lui, est plein ! Ubuesque. Il y a aussi des menaces chez Leroy Somer. Le groupe a encaissé 4 millions de CICE en 2014.

Une page est consacrée à l'activité de la Croix Rouge, « *au front de la précarité* ». Le Ruffécois-Confolentais et le sud-Charentais sont les territoires les plus fragili-

sés, les plus précaires de la région Poitou-Charentes. Je note enfin une info sur une grève à Saint-Yrieix pour l'augmentation des salaires. J'ai un peu de temps devant moi avant le rendez-vous du début d'après-midi à Angoulême.

Départ pour la papeterie charentaise, IPC, à Saint-Yrieix.

C'est toujours très important d'apporter notre soutien, notre solidarité. Le faisons-nous toujours suffisamment ? Après des décennies de «modération salariale», terme politiquement correct pour ne pas parler de l'indigence du chiffre net inscrit au bas des feuilles de paye, les mouvements de lutte pour l'augmentation des salaires posent la question du pouvoir d'achat, de la reconnaissance du travail, de sa juste rémunération. C'est aussi une question de dignité.

Un ouvrier qualifié prend la parole : « *le taux horaire est à 9,80 euros. Après 17 ans de boîte, je touche 1120 euros.* » L'entreprise produit des enveloppes, des pochettes. Sur les 45 ouvriers à la production, 32 sont en grève depuis lundi. « *Nous sommes rentrés à 11 heures dans le bureau du patron pour discuter des salaires, on est sorti à 11 heures 2 minutes* ». Je prends les coordonnées du délégué syndical. On va se renseigner sur les aides publiques touchées par cette entreprise. «Parlez de nous aux médias» Ce que j'ai fait en ouverture de la conférence de presse à Angoulême. La Fédération du PCF de Charente va aussi participer à la solidarité financière.



DE SAINT-CAPRAISE À AGEN

Seconde journée avec une étape en Dordogne puis en Lot-et-Garonne.

Il y a quelques jours, j'avais demandé à Laurent Péréa, secrétaire du PCF en Dordogne et maire de Saint-Capraise de Lalinde, de se mettre en contact avec la commune de Saint-Vincent-Jalmoutiers.

Cette commune de Dordogne est le centre géographique de la nouvelle grande région ALPC (Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes). L'IGN a récemment donné cette information. La géodésie est la science de la détermination de la forme, des dimensions et de gravité de la terre. Et Saint-Vincent est donc le point central de la nouvelle grande région.

Le maire nous ouvre sa mairie et nous propose un café. Nous plaisantons sur la manière dont le village pourrait demander le futur Hôtel de Région. La discussion s'engage sur des questions précises. Saint-Vincent-Jalmoutiers, 263 habitants, a perdu 6 000 euros de ressources financières avec les baisses de dotation de l'État. Le maire est allé manifester à Paris, devant l'Assemblée nationale, pour dire sa grande inquiétude concernant la réforme territoriale.

« *Bientôt* », dit-il, « *nous ne servirons qu'à déposer des gerbes le 8 mai et le 11 novembre* ». Sa préoccupation du moment, c'est le financement de travaux pour le réseau d'assainissement.

En face de la mairie, le rideau d'un bar se soulève. Les premiers habitués arrivent. Avec des échanges, du lien social. Quel sera l'avenir des territoires comme celui de Saint-Vincent ? Le risque de métropolisation de la future grande région est réel et, avec lui, le creusement des inégalités territoriales. Nous allons beaucoup en parler au cours des prochains mois car cela dépasse la seule question de la réforme territoriale. Il s'agit de savoir dans

quelle société nous voulons vivre. Avec quelle démocratie locale, quelle implication des populations pour décider de leur avenir ? Je sens la fatigue du maire de Saint-Vincent. Il témoigne : « *j'ai hésité la dernière fois à me représenter, c'est dur...* ». Laurent Péréa, qui préside le centre de gestion des communes en Dordogne, donne quelques infos utiles à son collègue de Saint-Vincent. Cette solidarité entre élus locaux est importante.

Direction Agen.

J'y vais à l'invitation de Thomas Portes, jeune agent de maîtrise à la SNCF, syndicaliste et responsable de la Jeunesse Communiste dans le Lot-et-Garonne.

Thomas me dirige vers le restaurant d'entreprise du CE de la SNCF. Les syndicalistes m'attendent. J'ai une petite demi-heure de retard. Ils me remercient d'avoir accepté cette rencontre, ils ont beaucoup de choses à me dire. Le ferroviaire public, voilà un exemple des renoncements et des trahisons du quinquennat Hollande. Réforme ferroviaire, rapport Duron, Loi Macron, l'attaque est coordonnée, globale. Les syndicalistes en ont très gros sur le cœur.

L'un d'entre eux pose la question de fond : celle du maillage territorial, des dessertes, des trains du quotidien. On parle de la dégradation de l'offre depuis la fin des années 90, des lignes qui sont aujourd'hui menacées. Il est question des voyageurs, mais aussi des marchandises. En 2002, il y avait 30 emplois Fret en Lot-et-Garonne contre un demi-poste aujourd'hui. Des sujets concrets sont abordés : comme la ligne Agen-Villeneuve ou le sort réservé aux enfants de Port-Sainte-Marie. L'aide du Conseil régional d'Aquitaine est pos-

sible pour aller au lycée à Agen en bus mais... pas en train. Du Macron avant Macron !!!

Comme le propose Thomas, nous allons agir dans deux directions. D'abord, à l'échelle de la nouvelle grande région, dans les 12 départements qui la composent, l'information des usagers sur les menaces de fermeture et de dégradation en accéléré des conditions de transports. Les usagers expriment leur mécontentement. C'est normal, mais font-ils toujours la relation avec des choix politiques ? On va faire la transparence sur les votes au niveau européen et au Parlement. Des parlementaires, dont Alain Rousset en Aquitaine, votent à Paris contre le ferroviaire public, et, de retour sur leur territoire, semblent en découvrir les conséquences désastreuses.

Le second axe de campagne sera notre proposition chiffrée et précise pour une politique régionale publique renforcée et cohérente en priorisant les trains du quotidien.

Retour à Pau. Les paysages du Gers. Magiques. Les paradis perdus version Christine on the Queens à la radio. Beau moment.

Je serai dimanche à Tarnos pour la fête des Pins.



CARNET DE CAMPAGNE : SAINTES

Après Agen, ma deuxième rencontre avec les cheminots de la grande région me conduit en Charente-Maritime, à Saintes, véritable nœud ferroviaire du département.

Dès mon arrivée, la discussion s'engage. J'aime bien ces moments d'échanges directs qui permettent de passer du général : en l'occurrence la gravité des attaques visant le ferroviaire public, à des questions précises qui intéressent la vie quotidienne.

Quel avenir pour la ligne Bordeaux-Nantes ?

Avant mon arrivée à Saintes, j'ai pu parler avec Thomas, le jeune camarade du Lot-et-Garonne qui, au sein de notre collectif de campagne, est en charge de la préparation de ces journées «Rail». Les craintes qu'il exprimait sur la Bordeaux-Nantes se confirment. La SNCF a décidé de limiter cette portion de ligne à 60 km heure entre décembre 2015 et 2018 en invoquant une forte dégradation de la voie entre La Rochelle et La Roche sur Yon. Conséquence directe pour les usagers : une hausse de plus d'une

heure de la durée de trajet. Bordeaux à 5 heures de Nantes ! Et on ose nous parler de modernisation...

Ces travaux, de plus réalisés sur une seule voie, sont un véritable appel d'air pour les compagnies privées de bus. Il est aujourd'hui possible d'aller de Bordeaux à Nantes en 5 heures 20 via la compagnie de bus «*Isilines*». La double lame Macron-Duron fait déjà ici sa sale besogne.

Nous serons très attentifs à l'évolution de ces travaux, de même que nous exigeons la pérennité de la ligne Toulouse-Quimper. C'est la colonne vertébrale des territoires qu'elle traverse. Pas moins de trois ports, trois universités et métropoles sont desservies.

Autre sujet de forte inquiétude pour ces cheminots : le maillage territorial ferroviaire, et particulièrement la question du réseau capillaire. La ligne Saintes-Royan, est elle aussi victime de ces limitations de vitesse temporaire. L'avenir de cette ligne TER qui permet d'assurer des correspondances pour Paris en passant par Angoulême est posé. A se demander si ces limitations de vitesse ne sont pas mises en place pour entraîner la fermeture des lignes !

La question est posée. J'interviendrai auprès de la direction régionale de la SNCF dès aujourd'hui, suite à mes échanges en gare de Saintes.

Au cours de l'échange, un autre cheminot nous rejoint. Il pointe du doigt un problème crucial de la question ferroviaire : Celui de la fermeture des gares, et en particulier ici celles de Montendre et Pons. Comme je l'avais évoqué lors de mon déplacement à Agen, il nous faudra directement impliquer les usagers par le biais d'une information précise. Information assortie de propositions concrètes. Cette campagne sur le service public ferroviaire ne sera pas une campagne témoignage, elle sera une campagne de propositions. Propositions précises et chiffrées en termes d'investissement.

Et l'emploi ?

La gare de Saintes dispose d'un technicentre avec près de 500 cheminots,

dont un bon nombre pour la maintenance TER. On devine aisément combien les récentes annonces du rapport Duron sur la suppression des trains du quotidien provoquent de réelles et légitimes inquiétudes dans les têtes de nombreux cheminots. De quoi sera fait leur avenir ? Pour la partie concernant la maintenance du matériel TER, les inquiétudes sont similaires. Il existe aujourd'hui trois centres de maintenance TER : Bordeaux, Limoges et Saintes. Avec la réforme territoriale et la nouvelle grande Région, que vont devenir ces trois centres ? Nous serons là aussi très attentifs à ce que les mécanismes de métropolisation ne remettent pas en cause les bassins d'emplois des différents territoires.

Dans le cadre de notre démarche pour la défense et le développement du service public ferroviaire, nous aurons dès la rentrée un temps fort commun aux 12 départements, où nous irons à la rencontre des usagers.

Le 6 août nouvelle rencontre à Limoges avec des cheminots et les usagers du rail.



LABOURAGE ET PÂTURAGE DES IDÉES ET DES SOLUTIONS

Si le plan gouvernemental d'urgence d'aide aux éleveurs n'a pas réussi hier à convaincre, c'est tout simplement qu'il ne s'attaque pas à la racine des problèmes. En revenant de Corrèze où j'ai rencontré Jean Mouzat, président du Modéf, j'ai pu prendre connaissance plus précisément des mesures présentées par Valls et Le Foll.

Ces rustines ne sont pas à la hauteur des enjeux et de la terrible crise structurelle qui frappe le monde paysan de l'élevage bovin, porcin, et les producteurs de lait. Quant à la forme, nous sommes là face à un vrai cas d'école où la communication politique croit pouvoir remplacer une vraie vision de l'avenir et un courage politique pour s'attaquer aux problèmes et y apporter de réelles solutions. Vous avez entendu Valls la veille : avec des trémolos dans la voix, une fausse gravité, courant derrière Sully : « *labourage et pâturage sont les mamelles de la France* », pour essayer de trouver une formule qui puisse retenir l'attention. Peine perdue, il y manquait une ressource essentielle : la sincérité.

Jean Mouzat n'en manque pas.

Je l'ai retrouvé dans sa mairie, à Chanteix, en Corrèze, passant des coups de fil pour régler quelques affaires. Un chat bloqué tout en haut d'un arbre. Un coup de foudre sur un poteau électrique. En sortant de la mairie, Jean montre une bâtisse, il aimerait en faire une maison de la culture. Avec quel financement ? Comme à Saint Vincent Jalmontiers (en Dordogne) récemment, la discussion vient sur les baisses de dotations, l'asphyxie financière des communes (8 500 euros de perte de dotations pour Chanteix). Le maire insiste sur un point : « *ne pas réduire la voilure des services à la population* ». Avant que nous partions dans son exploitation, Jean me parle de l'événement sur sa commune de début août : « *le festival aux champs* », avec notamment Cali et le Michel Jonasz Quartet.

Si Valls cherche du réel et du sincère, qu'il vienne ici en immersion.

D'abord, Jean Mouzat raconte l'histoire de cette propriété familiale (bovins viande, céréales, pommes de terre). La lutte de son arrière-grand père face à « deux bourgeois » qui possédaient des terres, « ici » et « là », Jean désigne les parcelles de la main, et qui ne voyaient pas d'un bon œil qu'un manant vienne travailler ici. Puis il parle clairement : « Oui, il faut des mesures d'urgence, 50 000 exploitations sont aujourd'hui directement menacées ». « Il faut des soins intensifs, pas de la bricole ». Très vite, notre échange porte sur l'aménagement du territoire, ce qui peut être fait avec la relocalisation des productions, la distribution de proximité. « L'agrobusiness a détourné les aides de la politique de la PAC ». « La grande distribution se gave, la crise dure depuis des années, ça suffit, on peut se donner les moyens de la régler par des décisions politiques fortes ».

Ce que le Gouvernement n'a pas voulu faire hier, Jean Mouzat en parle simplement et avec de l'émotion dans sa voix : « Un paysan doit pouvoir vivre de son travail. Il faut donc, filière par filière, calculer le prix de revient et y ajouter la rémunération du travail ».

Puis nous parlons de la future grande région. « Tu viens de Pau pour me voir, Olivier ...c'est loin ! Tu reviendras ici, on va faire une journée de rencontres avec des éleveurs, on cassera la croûte et on ira sur le plateau ». Sur la politique publique régionale, nous pointons deux sujets : les circuits courts pour approvisionner les lycées et d'autres services publics avec la production locale, et de l'indispensable maîtrise du foncier. Nous en reparlerons au cours de la campagne.

Puis direction Tulle pour rencontrer « La Montagne ». Après avoir traité de la question du jour, la discussion avec le journaliste qui nous reçoit prend un chemin que j'aime bien. Nous parlons de l'imaginaire en politique... Il y en a en effet bien besoin.

« J'imagine une région qui... »

À vos plumes et claviers.



BAYONNE, 4 AOÛT 2015

Une campagne est une construction collective. Peu à peu, notre équipe se met en place. Les premiers messages de soutien et d'encouragement reçus sont aussi le moyen de dire à celles et ceux qui veulent s'engager qu'ils peuvent être les acteurs de cette campagne.

J'ai demandé à Thomas Portes de rédiger le billet de ces carnets de campagne qui rend compte de notre déplacement à Bayonne.

« Mercredi, j'ai accompagné Olivier en gare de Bayonne. C'était notre quatrième étape, après Saintes, Agen et Bordeaux, dans le tour de la grande région que je coordonne pour la campagne du Front de gauche.

À chaque fois, nous procédons de la même manière, une réunion de travail avec les syndicalistes cheminots puis une conférence de presse pour éclairer des enjeux locaux. Olivier débute l'échange en précisant son état d'esprit : « *vous êtes les mieux placés pour connaître la violence des attaques visant le ferroviaire public et les che-*

minots, je fais appel à vous pour me dire très précisément ce qui se joue ici. Parlons des menaces mais aussi des solutions, des priorités pour une future politique régionale qui aille dans la bonne direction ».

Comme lors des premiers échanges, la discussion entre dans le vif dès les premières minutes, notamment sur une actualité brûlante : le choix de l'opérateur ferroviaire de proximité. Dans la plus grande opacité et sans appel d'offre officiel, la CCI de Bayonne a sollicité plusieurs opérateurs ferroviaires susceptibles d'être intéressés par le marché du port de Bayonne. Les cheminots ont appris, il y a quelques jours, la désignation de l'opérateur. Il s'agit d'Euro Cargo Rail (ECR). Les 50 millions d'euros investis d'entrée par l'entreprise privée n'y sont sans doute pas pour rien. Les cheminots syndicalistes sont très inquiets. L'arrivée de ce nouvel opérateur privé sur le port de Bayonne risque d'avoir des conséquences sociales dramatiques. Pas moins de 50 emplois de cheminots sont directement menacés. Olivier évoquait l'idée « *d'une future politique régionale qui aille dans la bonne di-*

rection », on en est très loin... Pourquoi confier le travail à une entreprise privée alors que celui-ci est actuellement réalisé efficacement et sans argent public par la SNCF ? Le Conseil régional d'Aquitaine ne doit pas s'associer à une telle opération. On va saisir Bernard Uthurry, vice-président aux transports.

Tout au long de la discussion, nous revenons à un sujet qui sera un axe fort de notre campagne : quelle politique de déplacement dans les bassins de vie.

Olivier est toujours très attentif aux les dimensions environnementales. Les responsables syndicaux partagent son analyse quand il pointe de simples questions de bon sens : « *Comment dans le même temps souhaiter la réussite de la prochaine conférence climat à Paris et répondre en urgence au réchauffement climatique, tout en vidant les trains pour les remplacer par des bus ?* ».

Le fret : un véritable enjeu de société

Alain Duzert, conseiller municipal de Bayonne, rebondit : « *Ikea va ouvrir ici dans quelques semaines. Pourquoi ne pas utiliser les infrastructures existantes : La voie de chemin de fer passe à 200 mètres du magasin ?* ». Comme lors de nos récents déplacements, la question du fret ferroviaire revient inévitablement. Il s'agit là d'un véritable enjeu de société. Année de la COP21, il est aussi aberrant de faire rouler des bus que de multiplier les camions sur les routes. Les cheminots insistent sur un point : Les infrastructures existent et les marchés aussi. Récemment, les camarades du fret de Bayonne ont dû refuser de « faire » des trains de maïs par manque de conducteurs. Alors, qu'après on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a plus d'avenir pour le fret ! Les solutions existent.

Pour Olivier le constat est le suivant, « *il faut une politique publique régionale ambitieuse permettant d'accompagner et développer ces solutions* ».

Autre sujet d'inquiétude, l'avenir de la ligne Toulouse-Hendaye dont la pérennité est fortement remise en cause par les pré-

conisations du rapport Duron. Même si le gouvernement vient d'annoncer un délai pour les trains d'équilibre du territoire, les cheminots syndicalistes disent « *rester très vigilant quant à l'évolution de la situation* ». Pour autant, les annonces ministérielles de début juillet ne sont pas sans effet immédiat, notamment à propos des trains de nuit. Loin de baisser les bras, les cheminots vont continuer le travail engagé par le Collectif pour la sauvegarde des trains de nuit et plus particulièrement sur l'axe « *La Palombe Bleue* », train historique reliant la Capitale de nuit depuis des lustres.

« Nous ne voulons pas d'un second petit train d'Artouste »

« *La réalité de cette ligne est symptomatique de la politique bling bling d'Alain Rousset* ». C'est en ces termes que les cheminots parlent de la ligne Bayonne-Saint Jean Pied de Port. « *Pourquoi investir 30 millions d'euros dans la rénovation de la ligne et se retrouver dans la même situation qu'avant les travaux ?* » s'interroge un cheminot. À savoir une vitesse toujours limitée à 70 km/h et une offre se limitant à 3 allers-retours journaliers. Comme l'exprime un peu plus tard Olivier au micro de France 3 Euskal Herri Pays Basque : « *Nous ne voulons pas d'un second petit train d'Artouste* ». Ces lignes ferroviaires de proximité doivent permettre d'irriguer les territoires. Comme le disent avec force les cheminots, il faut « *pouvoir vivre et travailler au pays* ».

Olivier s'y engage : « *Les futurs élus front de gauche seront très attentifs aux désertes du quotidien, comme par exemple la ligne Pau-Hendaye*. » Aujourd'hui on est en train de faire mourir ces lignes tout en encourageant les compagnies de bus privées à se positionner sur ces créneaux. Pour le chef de file des communistes, « *cela n'est tout simplement pas possible* ».



VENDREDI 14 AOÛT : RENCONTRE AVEC RAMUNTCHO TELLECHÉA

Jean-Jacques Le Masson m'accompagnait vendredi à Oloron. Il prend la plume – le clavier – pour rapporter l'échange avec Ramuntcho Tellechéa. Ces deux-là habitent bien la même planète, celle de l'humain d'abord. Beau moment. Belle campagne.

Vendredi 14 août. J'accompagne Olivier à Oloron Sainte Marie pour rencontrer Ramuntcho Tellechéa au café Chabanne, en face de la magnifique cathédrale. Pendant que nous sommes en train de nous garer non loin de la très fameuse pâtisserie Artigarrède, il se souvient du temps où il enseignait au lycée de Soeix, à quelques kilomètres plus au sud. Un brin de nostalgie...

Le sujet du jour est la forêt.

79 810 hectares de forêt publique, soit 36% de la surface boisée du département. Le taux de boisement du département est supérieur à 29%. 213 collectivités publiques sont propriétaires. Cette forêt se trouve principalement en montagne où elle couvre 76% de la surface. Plus de 80% des arbres sont des feuillus.

Ça, c'est simplement pour les Pyrénées-Atlantiques. En Aquitaine, la forêt couvre 1 776 000 hectares, soit un taux de boisement de 42,5%. La forêt la plus vaste est évidemment celle des Landes avec 561 000 hectares, soit la moitié du territoire départemental, suivie par celle de la Gironde, avec 473 000 hectares. Puis viennent la Dordogne avec 396 000 hectares et le Lot et Garonne, couvert sur 22,8% de son territoire par 123 000 hectares de forêts.

Le massif landais s'étend de façon inégale sur trois départements : les Landes, la Gironde et le Lot et Garonne. Il représente le plus vaste ensemble forestier d'Europe occidentale et comprend les régions forestières des Dunes littorales, le Plateau landais, le Marensin et le Bazadais. L'ensemble occupe une surface totale de 1,3 million d'hectares avec un taux de boisement de 77%, soit 987 950 hectares de surfaces boisées. La forêt d'Aquitaine rassemble 10% du volume national de bois sur pied.

Ajoutons les forêts des deux autres régions, le Limousin et Poitou Charentes qui composent, avec l'Aquitaine, la nouvelle grande région, et on se trouve avec un peu moins d'un million d'hectares en

plus, soit une surface boisée, publique et privée, d'un peu plus de 2 720 500 hectares. C'est une donnée très importante de notre région. Un grand enjeu économique. Un atout environnemental considérable, même sans évoquer ce que fait la France au moment où elle va accueillir en décembre la conférence mondiale sur le climat. D'autant plus si on parle des enjeux qui y seront débattus.

Pour parler de ces enjeux et bien les comprendre, Olivier a demandé à rencontrer Ramuntcho.

Un garçon étonnant.

Il travaille à l'Office National des Forêts. Il est responsable du Syndicat National Unifié des Personnels des Forêts et de l'Espace Naturel-Solidaires. Il réfléchit au fonctionnement du monde où il vit et travaille. Au-delà de son métier et de ses responsabilités syndicales, il a fait en novembre 2012 un mémoire sur « *Forêt publique et management néolibéral* », dans le cadre d'un certificat international d'écologie humaine. En 2006, après avoir fait en 2004 à Toulouse le Mirail un mémoire de psychologie « *Représentation de la forêt en inconscient collectif* », il avait soutenu un master 2 : « *Analyser et accompagner l'évolution des identités professionnelles dans le domaine de la sylviculture publique. Une approche psychosociale.* »

Une de ses conclusions résume à la fois l'enjeu politique de fond qui structure notre lutte, et la réflexion intellectuelle et le travail syndical de Ramuntcho Tellechéa. « *L'orientation néolibérale donnée à la société est largement connue dans la sphère économique et financière. Elle est étendue sur les pans encore non marchands de la société et se laisse entrevoir, dans le monde du travail, par la tension et les énormes difficultés qu'elle engendre. Cette idéologie avance de façon insidieuse, à couvert, sans se nommer et même en se cachant derrière des leurres à l'opposés de sa doctrine. Les techniques de manipulation sont très fines*

et exercées depuis les années soixante. La forêt publique n'échappe pas à ce rouleau compresseur qui remet largement en cause sa nature multifonctionnelle que l'Etat veut, par ailleurs, développer et accentuer. »

Notre rencontre coulait donc de source.

D'autant que Ramuntcho Tellechéa, en acteur social conscient de la nécessité d'agir politiquement en construisant une alternative démocratique pour lutter contre l'idéologie néolibérale dont il constate et subit les effets dans son métier, a figuré en février pour les élections départementales sur la liste (commune au PCF et à EELV) « *Pour un département solidaire, écologique et démocratique* » dans le canton d'Oloron 1.

« Ce qui se joue, à l'ONF comme dans d'autres services publics, c'est la transformation en société de services sous statut privé, en soumission directe aux directives européennes. »

L'ONF employait 12 000 agents en 2002. Il en emploie 9000 aujourd'hui, et sa direction a un objectif proche de ramener ce nombre à 6300. Depuis 1966, l'ONF est un établissement public à caractère industriel et commercial, personne morale de droit public ayant pour but la gestion d'une activité de service public. Le système de nouvelle gestion publique (new public management) vise à casser les solidarités professionnelles et les coopérations, diviser les personnels, individualiser leurs carrières, les mettre en concurrence afin de mieux répondre aux exigences des contrats successifs « *Etat-ONF* » : développer les gains de productivité en diminuant de 1,5% par an les effectifs en ne remplaçant qu'un départ à la retraite sur deux. L'État demande contractuellement à l'ONF de couper plus de bois par rapport aux contrats 1995/1999 et de 2001/2006, pour « *mobiliser des ressources nouvelles.* » Ces actions sont d'ailleurs souvent très mal perçues en zones suburbaines et ont fait parfois

baptiser la structure : « *Office Nuisible aux Forêts* ». L'évolution exigée a conduit à transférer à l'EPIC le paiement des pensions des personnels, en évoquant le versement européen de 120 millions d'euros. Ce qui déséquilibre fortement le budget de l'EPIC et vise à entraîner à l'acceptation « *consentie* » vers une vente à la découpe au privé de plusieurs missions de la structure d'Etat.

Or, dit Ramuntcho Tellechéa, la forêt est un bien commun. Les missions essentielles de l'ONF doivent être préservées. Certaines d'entre elles sont fondamentales pour l'environnement et la vie des populations sur un vaste territoire, comme la restauration des terrains en montagne. Quant au maintien du cordon littoral, point n'est besoin d'épiloyer quand on se souvient des conséquences des tempêtes de cet hiver sur nos côtes.

La gestion des grandes régions va accélérer les phénomènes d'inégalité territoriale. Dans les zones rurales, l'ONF reste la dernière présence du service public, avec la gendarmerie et les écoles.

Les interlocuteurs institutionnels de l'ONF : la fédération nationale des communes forestières et les communes elles-mêmes, restent des alliées solides des salariés qui veulent défendre leur service public contre les conséquences du nouveau management public et contre la pratique « *libérale* » du « *benchmarking* » qui vise à définir des indicateurs de performance qui servent eux-mêmes à définir les objectifs de l'entreprise, et surtout qui sert à organiser la concurrence à tous les niveaux, valeur fondamentale des dirigeants de l'Europe qui conduit celle-ci aux catastrophes économiques et politiques que nous connaissons et subissons. L'Etat a tenté d'étrangler les communes forestières en leur imposant une multiplication par 7 ou 8 de la taxe de 2 euros par hectare de forêt qu'elles versent. Afin de conduire vers des privatisations.

Cette volonté de financiarisation du vivant sera au centre des débats et des critiques des assises nationales de la forêt à Gardanne du 16 au 18 octobre. La société privée allemande E-On reçoit de l'Etat une subvention de 70 millions d'euros pour or-

ganiser une très grande usine de production électrique avec la biomasse, en fait des milliers de tonnes de bois. Cette centrale géante est construite sur le site d'une centrale qui fonctionnait en brûlant du charbon local, jusqu'à la fermeture de la mine en février 2003. Mais nombre d'opposants au projet soulignent les dangers écologiques de ce projet, et dénoncent le fait que le recours à l'argent public est engagé trois fois. Par le biais des subventions, par la contribution au service public de l'électricité payée par les consommateurs et par les impôts locaux finançant les infrastructures nécessaires à l'approvisionnement. Comme des routes au gabarit adapté pour les camions transportant le bois.

Les syndicalistes de l'ONF soulignent le risque éminent d'orienter l'activité de leur service public principalement vers la fourniture de « *biomasse* » à cet entrepreneur étranger privé, pour son profit au-delà de la production d'électricité.

Ces évolutions dans les objectifs qui deviennent contradictoires avec les objectifs publics initiaux de ce service public, l'aggravation des conditions de travail, la diminution du nombre d'agents, la concurrence organisée entre eux, La coexistence de fonctionnaires et d'agents de statut privé ; tout cela conduit à un malaise profond qui s'est concrétisé tragiquement par 25 suicides depuis 2009. Rappelons seulement que dans notre département il n'y a que 60 agents : chaque annonce de suicide au niveau national frappe durement chaque agent. À l'issue de cette passionnante discussion, Ramuntcho a accepté de nous aider à rédiger notre programme régional, pour ce qui concerne le domaine où il excelle. Nous avons constaté une communauté d'analyse et une grande proximité d'ambition pour construire autrement notre société.

D'autres rencontres seront organisées pour encore mieux dégager les enjeux sociaux, économiques, environnementaux de la gestion des espaces sylvestres, ainsi que pour faire le point le plus précis sur les revendications des travailleurs du secteur et les souhaits et demandes des habitants.



POUR UN PACTE ALIMENTAIRE ET TERRITORIAL RÉGIONAL

J'accompagne Olivier à Sainte-Colombe-de-Villeneuve, dans le Lot-et-Garonne, pour rencontrer Christian Crouzet, syndicaliste paysan.

Crise agricole et travail saisonnier. Deux sujets au cœur de l'actualité du mois d'août.

Dans le département du Lot et Garonne, le secteur agricole regroupe 7,5% de la population active, ce qui représente près de 12 000 emplois (salariés, exploitants, saisonniers...).

Avec 284 300 hectares cultivés pour 7 200 exploitations, l'agriculture représente un secteur majeur de la vie économique du département. On estime son chiffre d'affaire à environ 719,4 millions d'euros par an. Pour avoir un élément de comparaison, cela équivaut au chiffre d'affaire réalisé par l'industrie agroalimentaire du Lot-et-Garonne.

Cette rencontre, souhaitée par Olivier, fait suite à un article paru dans

Sud-Ouest relatif à un rapport de la Confédération paysanne au sujet des travailleurs saisonniers.

Ce rapport, très riche, réalisé par le syndicat paysan témoigne de la situation de précarité et de non droit dans laquelle se trouvent plus de 2 000 travailleurs saisonniers étrangers présents dans le département.

Non-respect de la réglementation de travail, non-paiement des heures supplémentaires ou encore non déclaration des accidents de travail...

Cette liste, non exhaustive, fait état du degré de violence subie par les travailleurs saisonniers, et cela dans tous les domaines.

Pour Christian Crouzet, on assiste aujourd'hui à un véritable bouleversement du marché du travail au niveau

de l'agriculture : « Avec le cadre libéral actuel, on doit faire face une réalité nouvelle avec la multiplication des entreprises prestataires de services. Profitant, notamment, de la directive européenne sur les travailleurs détachés, ces prestataires de services fournissent une main d'œuvre bon marché aux agriculteurs. Par ces pratiques, on éloigne les agriculteurs de l'emploi et on les détache de toutes tâches administratives. Cette concurrence est d'autant plus dure qu'elle est déloyale. En effet, ces prestataires de services ne payent pas de charge. Pour reprendre un terme à la mode ; **on assiste à une véritable « uberisation » de l'agriculture.** »

Afin de lutter contre ces dérives, il faut, pour ce syndicaliste, une réponse politique au niveau européen. Ce travail dissimulé qui entraîne une baisse des cotisations sociales a aussi pour effet pervers la remise en cause de la caisse de retraite des agriculteurs.

« Pourquoi ne pas aider les exploitations agricoles qui respectent certains critères tels que la taille minimale des structures d'hébergements pour les saisonniers ou encore le nombre de toilettes mises à disposition ? » propose Jean-Jacques Mirande, chef de file des communistes du Lot et Garonne.

Pour Olivier Dartigolles, il faut faire la démonstration que les politiques publiques apportent des réponses concrètes. **Les futurs élus du Front de gauche s'engagent à mettre en œuvre une politique régionale d'accueil à destination des saisonniers. Cette politique se traduira par la création d'un label «social».** La région aidera les agriculteurs qui respecteront les critères de ce label «social» (type de contrat, conditions d'accueil...).

Autre question sensible, celle de l'inspection du travail et de son rôle. Interrogé la semaine dernière dans Sud-Ouest, le président de la Chambre d'Agriculture, M. Bousquet Cassagne, considère que celle-ci est trop intrusive et qualifie « d'intempêtes » les « descentes » des

agents. Il est important de rappeler que les contrôles sont là pour protéger les salariés et faire tout simplement repêcher la loi, les droits, et le code du travail.

Pour Christian Crouzet, il faut bien faire comprendre une chose aux agriculteurs : « les régressions sociales sont synonymes de baisse de la valeur travail ».

Selon ce syndicaliste, toutes ces remises en cause : attaque sur le code du travail, tentative de destruction des conventions collectives, remise en cause de l'inspection du travail, sont le résultat du discours ambiant.

Les circuits courts, une solution d'avenir

« Nous sommes tous d'accord pour dire que les circuits courts sont la solution. Il faut bien évidemment continuer à les soutenir et les développer. Seulement aujourd'hui nous sommes en permanence en difficulté lors des appels d'offre. Le système est tel qu'on priorise toujours le modèle à bas coût », précise Christian Crouzet. « Dans la future grande région, créons un service et formons des agents territoriaux spécialement pour les questions des marchés publics », avance Olivier.

Le Front de gauche porte une proposition depuis de nombreuses années. **La totalité de la commande publique sur l'ensemble de la grande région en termes de restauration collective doit être réalisée par l'intermédiaire des circuits courts.**

Si nous sommes élus nous nous engageons à porter cette revendication et à la mettre en œuvre.

Pour C. Croizet, nous sommes « à un tournant historique de la crise de l'agriculture. Aujourd'hui, les agriculteurs se rendent compte que le système n'a plus besoin d'eux. C'est un véritable choc psycholo-

gique. Il faut en prendre conscience ».

Les réponses apportées il y a quelques semaines par le gouvernement avec son plan d'urgence ne sont pas à la hauteur des enjeux. Elles ne résoudront rien. Les agriculteurs attendent de véritables réponses structurelles. Plutôt que de les maintenir en survie en les refusant lors des crises, il faut des prix rémunérateurs leur permettant de vivre. Olivier était présent le jeudi suivant place de la Bastille à Paris, lors de la garde initiative de vente solidaire de fruits et légumes venant du Lot-et-Garonne, coordonnée par Raymond Girardi et le Modéf.

Tout en évoquant les risques de la métropolisation résultant de la loi NOTRe, l'échange entre Christian Crouzet, Jean-Jacques Mirande et Olivier, dégage un phénomène nouveau : celui de la spéculation sur la terre. Beaucoup plus stable que la bourse, la terre est aujourd'hui devenue une valeur refuge pour de nom-

breux financiers. « *Tu te rends compte qu'aujourd'hui dans notre département, certains hectares se vendent entre 12 000 et 13 000 euros !* » souligne Christian Crouzet.

Cette spéculation sur la terre met gravement en danger sa vocation originelle, à savoir son rôle alimentaire. Il faut mettre en avant le rôle d'utilité publique que représente cette terre. Le débat sur la souveraineté alimentaire de notre pays mérite d'être posé. Au cœur de la future assemblée régionale le Front de gauche proposera de mettre en place un pacte alimentaire et territorial.

Il est impératif de remettre en place une politique publique régionale concernant la maîtrise du foncier. Les élus du front de gauche proposeront la création d'aides régionales à destination des jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer.

Thomas Porte



UZESTE, 19 AOÛT 2015

Retrouver le Sud Gironde, les Landes girondines. Je suis un Gascon.

Souvenirs et parfums de l'enfance. Mon premier souvenir ici ? J'avais 8 ans, un chapiteau gigantesque. Des cracheurs de feu. Des musiciens saltimbanques. Et puis, magique, forte, je découvre la voix de Colette Magny. Puis après, son visage en m'avançant vers la scène.

Le banc de l'Estaminet. Avec les copains Raynal, Sylvestre et Laborde. Un verre de vin blanc sec. La fraternité. La politique. L'Humanité.

Pour moi, Lubat c'est d'abord les bords

de la Garonne à Saint-Pierre-d'Aurillac. On se retrouve. On parle. On parle d'imaginaire. Mais aussi de la vente solidaire de fruits et légumes demain à la Bastille. « *Tout passe par l'éducation* » dit Lubat. « *Laisser respirer la pensée* »...

Un beau moment. Merci pour l'accueil. Vous êtes bien, à l'ombre de la collégiale. Vous, les pratiquants de l'esérance et de l'utopie concrète.

Lubat : « *Quand j'étais jeune, au conservatoire, ils voulaient me conserver... je préfère être un courant d'arts...* »



DE PÉRIGUEUX À SAINT-LÉGER-DE-VIGNAGUE

«L'agenda de campagne», c'est d'abord le plus souvent un échange au téléphone puis quelques mots sur l'agenda papier et dans la foulée «*google agenda*» – quelle drôle d'idée quand même de partager son agenda... » – Et c'est enfin **une réalité avec des lieux, des territoires, des paysages. Des femmes et des hommes qui y vivent. C'est cette dernière dimension que j'aime plus que tout et qui permet d'avalier des kilomètres.**

Peu à peu l'équipe qui m'entoure trouve son rythme de croisière, les journées sont préparées avec soin. Hier soir, j'ai par exemple reçu une première proposition venant de Marie-Hélène, responsable de la Fédération communiste de la Creuse, pour ma journée du 3 dans le département. À la lecture de cette note, je mesure bien ce que peut produire l'intelligence collective : on va parler de choses précises, rencontrer des acteurs locaux très impliqués sur les questions de l'élevage, de la ruralité et des services publics, travailler avec les partenaires du Front de gauche. Et avoir des moments de fraternité.

Je ne suis pas de ceux qui, à peine ar-

rivés, convoquent la presse, traversent une exploitation agricole en faisant tourner le lait des vaches tant l'agitation est grande, puis repartent sans même prendre le temps de ce qui, pourtant, devrait être au cœur de tout engagement pour l'intérêt général : l'écoute, la compréhension fine du réel et du vivant. **Bien souvent, les choses essentielles s'expriment après un vrai moment d'échange, pas en quelques minutes.** J'aime prendre ce temps qui est celui des paysages et des pensées, des discussions à bâton rompu sur tout et rien, sur notre époque, le combat des hommes pour y maintenir du sens et des valeurs. On s'éloigne de l'élaboration du programme régional ? Non, je ne le pense pas. C'est à partir de cela qu'il faut réfléchir et construire. Construire, il en a été question lors de la réunion régionale du Front de gauche à Périgueux. Réunion qui permet d'inscrire à l'agenda une date pour signer l'accord politique pour ces élections régionales en Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes. Le rassemblement que nous voulons va bien au-delà du Front de gauche, mais l'unité de ses composantes est importante.

À titre personnel, j'ai compris depuis pas mal de temps que **toute construction collective exige, dès le départ, de partager des objectifs communs clairs.** Que la feuille de route soit réellement partagée, et donc que toutes les questions soient débattues, instruites et arbitrées. C'est à cela que nous avons travaillé à Périgueux. Le rassemblement ne se réduit pas à une stratégie électorale. Il doit voir plus loin.

Autre question qui me tient à cœur : **on ne doit jamais renoncer à créer les conditions politiques de la mise en œuvre de nos propositions et de nos solutions.** Le simple fait de se fixer cet objectif a une très grande portée sur la manière dont nous agissons.

Après la réunion du Front de gauche, j'ai voulu rencontrer des élus locaux. L'échange me confirme ce que je ressens très fortement depuis mes premières rencontres avec des maires ruraux, en juillet et août. Alors que les préfets, particulièrement actifs ces dernières semaines, veulent accélérer la mise en place de la réforme territoriale, c'est bel et bien la

commune qui est directement menacée. Nous en reparlerons prochainement et nous préparons des initiatives de campagne sur cette question.

Chemin du retour. Le GPS s'affole car j'ai décidé de passer par mes chemins de mémoire. Je ne peux le faire que trop rarement. La lumière de fin de journée tapisse les vignes. La récolte s'annonce de très belle qualité. Du côté de Blasimon, le paysage est vraiment magnifique. J'approche de ma destination. Sauveterre puis Saint-Léger de Vignague. C'est ici, dans la nuit du 10 au 11 juillet que mon grand-oncle, Maxime Lafourcade, a été fusillé lors d'un parachutage d'armes. J'aime tout simplement constater que le monument est entretenu. C'est le cas. Et enfin retrouver la maison de Saint-Pierre et les bords de Garonne.

La fin de semaine nous fera aller du Béarn à la Chalosse, de Saint-Symphorien à Mauléon.

À suivre ici et sur twitter : @dartigolles2015 et @Dartigolle



BARINQUE (PYRÉNÉES-ATLANTIQUES), LE 28 AOÛT.

Vendredi 28 août. Il fait très beau et très chaud. Le paysage de ce Nord Béarn est très agréable. Les petites routes que nous suivons sont souvent bordées de hauts maïs. J'accompagne Olivier à Barinque, chez Serge Lagahe. Nous avons demandé à le rencontrer, car un grand nombre de paysans protestent contre le prix du lait que les laiteries leur imposent, et son nom est cité parmi les responsables qui organisent leurs collègues pour résister à ces prix trop bas imposés. Et, pour un nombre croissant d'entre eux, pour éviter de disparaître.

Il possède environ 100 vaches laitières. Il élève aussi des cochons pour diversifier et compléter son revenu du lait, qui évolue en négatif depuis quelque temps. M. Lagahe est président de France Milk Board Sud-Ouest qui rassemble un peu plus de 180 producteurs de lait dans la grande région Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon. FMB est une structure régionale affiliée à European Milk Board, organisation de producteurs de lait qui s'étend sur 14 pays européens. Elle compte environ 100 000 adhérents.

Serge Lagahe : « Avant, on avait des partenaires, maintenant, nous avons des financiers en face... »

L'usine paie 302 euros le lait des vaches de M. Lagahe, avec un petit supplément au titre de la qualité particulière, pour 1 000 litres. Il a calculé que, pour simplement couvrir les frais et s'en sortir, il a besoin d'un prix de 350 euros les 1 000 litres.

Or dans un contexte politique européen d'abandon des quotas et de promotion de la compétition entre les producteurs, les prix sont fixés par « l'interprofession laitière ». C'est le Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière qui détermine les cours du lait. Créé en 1973 par les producteurs (comprendre la FNSEA et ses homologues européens), le CNIEL emplit deux objectifs principaux : faciliter les relations entre producteurs et transformateurs de la filière laitière, et promouvoir l'image du lait et des produits laitiers.

Quant à l'INSEE, il dispose d'un ou-

til statistique de constatation des prix imposés par le marché : l'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole.

Mais ces « constatations » conduisent les entreprises de transformation, même si elles ont été créées par des coopératives et même si leurs responsables sont ou ont été des paysans, à peser lourdement sur les prix d'achat aux producteurs de lait.

La loi du marché écrase les paysans de façon encore plus brutale depuis que les règles ont été changées au profit des entreprises de transformation. Elles peuvent peser sur les cours en achetant le lait en Allemagne où les fermes sont beaucoup plus grandes et où le personnel, souvent venu d'Europe orientale, est surexploité et dont les cotisations sociales sont payées au tarif de leur pays d'origine. Ou en Espagne, où des raisons semblables permettent des prix de vente du lait bas. Par ailleurs, des phénomènes de concentration industrielle rassemblent ces laiteries et autres entreprises de transformation dans des grands groupes qui « optimisent » leurs processus et renforcent les industriels face aux paysans isolés.

Serge Lagahe : « Depuis sept ou huit ans, la mentalité a changé »

Les paysans constatent avec dépit, consternation ou colère, que nombre des leurs, devenus responsables de coopératives il y a plus de dix ans, sont passés armes et bagages du côté des financiers qui pilotent cette transformation capitaliste. Et la plupart d'entre eux étaient (et demeurent...) des responsables « syndicaux » de la FNSEA et de la FDSEA. Ce qui a conduit en 2009 à la grande grève du lait où des dizaines de paysans ont déversé plus de 100 000 litres de lait à

Bardos, et déchiré leur carte de la FDSEA devant la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, à Pau.

En octobre 2012, la colère enflamme une nouvelle fois ces paysans qui évoquent « *une situation intenable pour les producteurs* ». M. Daniel Couhaillat, agriculteur à Bedeille et président de l'association des producteurs laitiers indépendants déclarait le 16 octobre : « *Il y a beaucoup de cessations d'activités et sur des exploitations de toutes tailles. Nous en avons dénombré environ 500, ces trois dernières années, en Pyrénées-Atlantiques et Landes. Soit un tiers des exploitants ! La plupart arrêtent pour des raisons financières car, aujourd'hui, et même avec un quota de 600 000 litres par exemple, on n'y arrive plus !* » Réunis à Pau un mois plus tard, ces paysans ont décidé de constituer une organisation transversale, France Milk Board Sud-ouest, dont M. Lagahe a été nommé président.

Organisation transversale, pour répondre aux exigences léonines des grands groupes qui avaient alors présenté aux paysans, après l'annonce le vote de la loi de 2011 qui annonçait la fin des quotas en 2015, un contrat pour une organisation verticale. Transversale, afin de **tenter de renverser le rapport de forces entre les producteurs et les entreprises en présentant un front commun devant elles pour livrer leur lait.** L'organisation verticale proposée par les usiniers, sans discussion possible, aux paysans, visait à les laisser chacun isolé face à eux.

Un contexte mondial très défavorable aux petits paysans

Au-delà des conséquences lourdes du boycott russe des produits agricoles français, qui s'ajoute à la baisse tendancielle de la consommation chinoise, c'est la loi de la « *concurrence libre et non faus-*

sée » qui donne tous les avantages aux groupes capitalistes de « l'agro-business » qui écrase ces paysans. En dépit de la tentative de mettre en place un « programme de responsabilisation du marché » au niveau européen, les ministres de l'agriculture européens sont irrésistiblement confrontés à l'impossibilité dans laquelle les choix « libéraux » gouvernementaux les mettent pour résoudre la contradiction entre les besoins des producteurs (aujourd'hui le porc et le lait) et les exigences de l'agro-business.

Nous demandons à M. Lagache ce qu'il pense des quelques millions d'euros annoncés par le ministre de l'agriculture français pour prétendre résoudre la crise du lait. Il répond, désabusé, qu'« **il y a tellement de critères qui sont décidés pour le versement de ces aides, qu'il y en a toujours un qui fait qu'on n'y a pas droit** »

Olivier expose les revendications de notre parti et du Front de gauche, qui visent à **imposer une logique européenne complètement différente, fondée sur la défense de l'agriculture de proximité, la coopération, la défense des territoires et l'imposition de règles sociales de haut niveau, semblables dans tous les pays européens**. En les conditionnant à l'établissement d'un prix raisonnable de vente de leurs produits pour les paysans. Objectifs qui conviennent à M. Lagache.

Dernière remarque, optimiste : le jeune fils de la famille entre au lycée agricole, avec l'intention, une fois ses diplômes obtenus, de travailler avec son père, puis de reprendre l'exploitation. Ceux qui luttent ce sont ceux qui vivent !

Par Jean-Jacques Le Masson



CARGARES (40), L'EXEMPLE DU BŒUF DE CHALOSSE.

La journée se poursuit en partant vers Carcares-Sainte-Croix, village de 500 habitants à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Mont de Marsan, rattaché à la communauté de communes du Pays Tarusate, canton du Pays Morcenais Tarusate. Avant d'aller rencontrer Laurent Poutoire dans son élevage de bœufs limousins, nous déjeunons à l'ombre chaude de 13 heures, en face des arènes de la capitale départementale, avec notre camarade Alain Baché, conseiller régional, qui nous accompagne sur ses terres landaises.

En arrivant à la ferme, nous nous arrêtons sous un murier platane à l'ombre dense. Les chiens viennent nous sentir paisiblement.

Bientôt, nous avons le plaisir de voir arriver André Curculosse. Avec son frère Claude, ils ont suivi les traces lumineuses de leur père Jean et continuent d'écrire l'histoire populaire des Landes. Il me raconte que, petit, il habitait à 1 500 mètres de là, et venait dans cette ferme participer à la batère.

Notre camarade Vincent Lesperon, maire de la commune voisine de Saint Yaguen, réélu avec près de 93% des

voix, paysan lui-même, organisateur d'aménagement rural, d'EARL, de CUMA, vice-président de la commission agriculture et forêt de la communauté de communes du pays tarusate, arrive à son tour, suivi de journalistes du journal Sud-Ouest.

Circuits courts

Olivier voulait rencontrer un paysan qui pratique le circuit court de production et de distribution d'un produit de haute qualité.

Laurent Poutoire, membre du conseil municipal, nous décrit son exploitation de 70 hectares. Il produit environ 200 bêtes, vaches reproductrices, taureaux, bœufs. 50 bêtes grasses sont abattues par an, à Hagetmau et par Expalliance à Bazas et Momuy. Les animaux sont élevés pendant environ 3 ans, 3 ans et demi, puis ils sont engraisés dans les prés pendant 8 mois. Les carcasses (environ 650 kilogrammes pour un poids vif d'environ une tonne) mûrissent dans des chambres froides pendant environ un

mois. Comme les carcasses produites par quelques autres éleveurs locaux, elles sont vendues à la seule centaine de bouchers de proximité qui peuvent adhérer à l'appellation « *bœuf de Chalosse* ». Selon la volonté des producteurs, aucune grande surface ne peut acheter ces carcasses. Ceci afin de préserver l'existence des petits bouchers de proximité qui débitent et vendent cette délicieuse viande persillée. Le prix est un peu plus cher que les produits d'appel vendus en grande surface, mais la viande est incomparablement meilleure. L'éleveur est tenu de respecter une démarche de qualité définie par le label. Si les prix sont un peu plus élevés que pour la viande plus commune, ils n'ont pas bougé depuis le début des années 90, alors que le coût de production a, lui, sérieusement augmenté d'environ 40%.

Au cours de la discussion, Olivier rappelle que les élus communistes ont préparé un projet de loi qu'ils souhaitent pouvoir déposer le plus rapidement possible, pour limiter les marges de la grande distribution, et pour les contrôler effectivement.

Une expérience municipale intéressante et instructive

Pendant que les journalistes parcourent la ferme avec Laurent Poutoire et Olivier, Vincent Lesperon m'explique comment il organise les repas de la cantine de l'école de son village : depuis quelques années, nous avons la volonté politique de travailler en circuit court avec les producteurs locaux. Nous servons environ cinquante repas par jour pendant l'année scolaire. Nous achetons le poulet à un éleveur local qui produit sainement. Nous achetons la viande au boucher de Tartas qui s'approvisionne en viande locale, dont celle

de Laurent. Les maraîchers locaux nous fournissent les légumes. Nous avons par exemple fait une expérience d'apprentissage du goût à l'intention des élèves, en leur préparant des asperges fraîches. La provenance des produits est indiquée sur les menus qui sont affichés. S'ils le souhaitent, les parents peuvent avoir des rencontres avec ces producteurs. Nous introduisons progressivement de plus en plus de produits issus de la culture biologique. Nous incitons, avec succès, les producteurs à pratiquer l'agriculture raisonnée.

Nous nous apercevons que la démarche engagée avec les 18 communes de la communauté de communes permettra très bientôt d'étendre cette façon de procéder aux enfants des 17 000 habitants : En septembre, le département va organiser avec nous une plateforme agri-locale dans ce territoire, avec le projet de l'étendre à tout le département.

Nous nous apercevons que ce n'est pas plus cher en termes de coût qui si on passait par les centrales de distribution qui fournissent généralement les établissements scolaires. Il n'y a pas de déperdition de la nourriture préparée et les enfants apprennent à aimer la nourriture de qualité. Le prix du repas est de 2,5 euros pour un élève et de 3,5 euros pour un adulte.

Nous avons la volonté de faire vivre notre territoire.

Comme chez M. Lagahe à Barinque, les deux fils de la famille Poutoire ont achevé ou poursuivent des études au lycée professionnel agricole, avec le projet de travailler dans la ferme.

Par Jean-Jacques Le Masson



RENCONTRES DANS LE LOT ET GARONNE

Carnets de campagne du 1^{er} septembre. Rencontres dans le Lot et Garonne où plusieurs rencontres sont prévues. Par Jean-Jacques Le Masson

Marmande : rencontre avec Jean-Paul Pourredon, délégué central CGT du groupe Gascogne Bois.

Après une première visite sur une exploitation agricole à Marcellus, c'est dans le lieu d'un sinistre industriel que nous nous rendons ensuite, pour rencontrer Jean-Paul Pourredon. L'usine elle-même ne donne guère de signe d'activité. De hautes herbes poussent dans des cours vides, le long de hangars où du bois est stocké. Plus loin, on aperçoit des machines immobiles et silencieuses.

Le groupe Gascogne, qui a racheté cette grosse entreprise marmandaise qui employait 300 ouvriers, a connu et connaît de graves difficultés. Alors que ce groupe, bastion industriel landais

adossé au massif forestier le plus vaste d'Europe, comptait 17 filiales et employait 2 000 salariés. Mais Gascogne est une grande entreprise qui a vieilli, disent les « responsables » banquiers et industriels. Son appareil de production n'est plus, au moins pour ce qui est de la branche bois, au niveau requis pour la compétition mondiale. L'entreprise perd de l'argent depuis des années. Son actionnaire de référence, Électricité de Madagascar, n'a ni la force, ni la vision pour la relancer seule. Gascogne est très endettée; au-delà de 100 millions d'euros, soit le quart de son chiffre d'affaires.

Au printemps, les choses ont accéléré. Les menaces de licenciement se sont précisées. Des grèves dures ont été menées.

Un changement d'actionnaires a fait espérer un rebond. Dominique Coutière, ingénieur, conseiller général socialiste depuis 1998, président de la commission des finances, maire de Labrit depuis 1992 (il a pour suppléante Jeanne Coutière, maire de Maillères depuis 2008), a créé et développé Biolandes, une entreprise qui valorise les essences naturelles, à commencer

par celle du pin maritime. Il s'est associé avec Laurent Labatut, patron de DRT (les Dérivés Résiniques et Terpéniques), 1300 salariés dans la monde, spécialiste des dérivés de la résine du pin, et en particulier le pin maritime cultivé. Son entreprise a de nombreuses filiales jusqu'en Chine.

Mais les salariés se demandent de plus en plus si ces nouveaux actionnaires ont vraiment envie de développer l'activité de cette usine. Le 15 avril, le syndicat CFDT de l'entreprise accepte le Plan de « *sauvegarde de l'Emploi* » qui prévoit 77 suppressions de postes dont 18 à Marmande. Jean-Paul Pourredon, pour la CGT, dénonce cette acceptation, « *car cela ne correspond en rien aux besoins de salariés et ne sécurise rien du tout* ».

Les activités touchées sont celles de la construction de panneaux de bois pour la construction, et pour la fabrication de maisons à ossature bois. Plusieurs activités, telles que l'aboutage, le séchage, les volumes en moulures sont abandonnées et des marchés sont eux aussi abandonnés. L'entreprise ne répond plus aux appels d'offres et n'a plus de commerciaux. Pire : alors que cette usine se situe dans le massif forestier, on fait venir du sapin de Finlande et du pin du Brésil ! Pire encore, ce pin est de mauvaise qualité.

Les salariés, ceux qui restent : 32 sur 200, disent qu'il s'agit d'un gigantesque gâchis. Seuls deux ateliers fonctionnent encore dans cette usine immense. Alors que les collectivités territoriales sont intervenues pour apporter de l'aide à l'entreprise, on est en droit de se demander s'il y a une véritable volonté d'utiliser et de valoriser le bois de la forêt gasconne.

M. Tanguy Massart, directeur général branche Bois du groupe Gascogne a annoncé qu'il présenterait un projet de relance de l'activité industrielle de construction en bois. Les salariés, qui trouvent qu'il

s'agit là d'un énorme gâchis industriel, font des propositions. Ils insistent sur la nécessité de voir se dessiner les contours d'une vraie politique régionale qui utilise la production locale et fasse travailler la main d'œuvre qualifiée qui existe sur place.

Alain Baché et Olivier expriment leur soutien à ces espoirs. Il y a les hommes, le massif forestier, le savoir-faire et les besoins. Et il existe un contrat de plan Etat-région qui préconise le développement de la filière bois.

Il est donc indispensable de répondre à ces besoins et à cette énorme inquiétude qui taraude les salariés

Marmande : dernière rencontre de la journée, avec un médecin en colère.

Ce praticien travaille à l'accueil et au soin des personnes âgées. Il est écoeuré de l'abandon des missions de service public de la part des structures administratives telle que l'ARS, et de la part de certains hauts cadres qui ne prennent plus du tout en compte les besoins et les inquiétudes des personnes accueillies, mais qui sont hypnotisés par les prix de journée et la rentabilité des structures. Il craint une déliquescence de la notion d'accueil de service public chez de jeunes médecins, plongés dans ce bain « libéral ». Il nous parle longuement de ce qui bouscule sa conscience professionnelle et il dit être disponible pour aider les candidats du Front de gauche à comprendre ce qui se passe dans la Santé, et à construire des revendications et un programme de santé.



LES ENJEUX DE LA LUTTE DE DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC DE LA SNCF

2 septembre, réunion à Pau avec Jean-Marc Descazaux, secrétaire des cheminots CGT Pau, Christian Fauveau, responsable retraité CGT Pau et Olivier Dartigolles.

Comme il s'agit d'une rencontre liée à l'élection régionale et que l'évolution législative nationale et européenne conduit toujours davantage des missions de la SNCF vers une tutelle régionale, le représentant CGT exprime l'opinion de son syndicat sur le renouvellement de la convention signée entre la région et la SNCF. La durée de cette convention a été rallongée de deux ans. Le président du conseil régional agit dans le cadre de la loi Pépy du 4 août 2014 de réforme du secteur ferroviaire.

Les dégâts de la libéralisation des services prônée par l'Union Européenne dont c'est l'axe principal de transformation des sociétés nationales au profit des grandes banques, se concrétisent à la SNCF depuis plus de 25 ans. Les «réformes» successives entreprises au prétexte de résoudre les problèmes, dont la loi d'orientation des transports intérieurs en 1882, et la création du Réseau Ferré de France le 13 février

1997, n'ont évidemment rien résolu, puisqu'ils se situaient complètement dans la logique « libérale ». Le gouvernement estime maintenant que l'ensemble du système ferroviaire souffre de « *dysfonctionnements dans la production d'une offre de transports, qui portent préjudice aux usagers, voyageurs ou entreprises.* » En l'absence de réforme, disait le présentateur du projet de loi au sénat, le déficit structurel de RFF pourrait atteindre 1,5 à 2 milliards d'euros par an, « *et le secteur pourrait d'autant plus souffrir de la libéralisation du transport ferroviaire de voyageurs défendu par la commission européenne.* »

Nous sommes opposés à la tubification de la SNCF, dit Jean-Marc Descazaux. C'est-à-dire l'organisation en branches artificiellement séparées les unes des autres, et dont la « compétitivité » est estimée individuellement, ce qui est une ineptie économique, puisqu'il s'agit d'une organisation globale d'une activité de service public.

« *La SNCF paie les conséquences de la politique du tout TGV menée depuis trente ans. Ce programme a conduit*

le système ferroviaire au bord de l'asphyxie, accablé par 40 milliards d'euros de dette... » Si bien qu'aujourd'hui RFF n'a pas d'autre choix que d'alourdir les péages. « Ils augmentent de 100 millions d'euros par an », évalue Mathias Emmerich, le directeur financier de la SNCF. Soit une note de 1,8 milliard d'euros en 2013.

Du coup, c'est tout le modèle économique du TGV qui vacille. Sa fréquentation baisse. Il a du mal à défendre ses prix face au «low-cost» aérien et, de plus en plus, au covoiturage, organisé aussi par la SNCF. Et Ouigo, sa version «low-cost», peine pour l'instant à faire le plein, même si ces jours-ci, une campagne est lancée pour multiplier les offres. Mais également à cause de la loi Macron, en reportant sur le car de nombreuses liaisons. C'est une aberration, dont le seul but est la rentabilité financière et de tenter de contrer la concurrence engendrée par les décisions européennes de «libéralisation».

Pendant ce temps, le reste du réseau se dégrade de façon préoccupante, faute d'investissements suffisants. Les cinq millions de voyageurs qui empruntent chaque jour les trains régionaux (TER), Corail et autres Intercités (contre 300 000 usagers du TGV) le savent mieux que quiconque. Ainsi les trains ne peuvent rouler à vitesse normale sur 3 000 kilomètres de lignes, en raison du vieillissement des voies.

Nous voulons donc de chantiers de multi-activité, seule façon de rationaliser rapidement les coûts dans les zones diffuses. Sinon, on constate des stupidités économiques, comme les conflits d'intérêts dans certaines gares comme Orthez, gare TGV, alors que 80% des recettes de cette gare proviennent du TER.

Le président du conseil régional est favorable à la régionalisation du trafic régional. Cette volonté est symptomatique des relations entre la SNCF et les régions. Des conventions tripartites sont signées entre la SNCF, l'Etat et les régions. Mais

l'intérêt d'un service public d'ampleur nationale est qu'il ne peut être défendu que par l'Etat. La convention ne fonctionne pas. Les petites lignes servent de variable d'ajustement et on prend leurs personnels quand on a des besoins sur les grandes lignes. Résultat, les difficultés s'accroissent, la maintenance n'est pas faite dans les délais (3 mois de retard il y a quelques mois, un mois aujourd'hui) Exemple local : depuis le début de 2015, sur la ligne Oloron-Pau, plus de 400 trains ont été supprimés à cause de difficultés diverses, de manque de mécaniciens ou de contrôleurs.

Il y a actuellement une grande menace de suppression du Train d'Equilibre du Territoire Bayonne-Toulouse. Son maintien est vital pour les usagers. Sa suppression aurait d'autre part de graves conséquences sur des gares comme celles de Tarbes ou de Toulouse. Et enfin, on prétend la remplacer par des cars ! C'est une aberration : il ne peut pas y avoir de couloir particulier de circulation, et quand on connaît les conditions routières d'accès aux villes à certaines heures et encore plus à certaines saisons, c'est inimaginable !

J'ai rencontré le 10 juin Mme Lignières Cassou, qui prétend avoir défendu le TET. Elle nous a reçus, puis massacrés dans la presse. Elle avait dit que si on ne résorbait pas d'abord la dette financière de la SNCF, on n'en sortirait jamais. Mais c'est une bêtise et c'est réfléchir à l'envers !

La loi du 4 août a entraîné 1800 à 2000 suppressions de postes chaque année, et c'est prévu pour durer jusqu'en 2020, c'est-à-dire encore 10 000 suppressions de plus ! Cela entraîne fatalement des gares déshumanisées (en ce moment même à Pau, on fait des travaux qui ne visent qu'à supprimer trois postes au guichet. Et pendant ce temps, les usagers sont reçus dans des conditions indignes, les salariés travaillent dans des conditions inacceptables et il y a des suppressions d'arrêts.

Les usagers doivent comprendre que si ces changements prévus se réalisent, ou bien ils n'auront plus de train, remplacé par des bus, ou bien ils auront des ruptures de parcours et devront changer de train là où ils peuvent actuellement voyager d'une seule traite.

Par ailleurs, une grande partie du matériel est hors d'âge. Alors que la région a commandé des trains, tout cela traîne pour toutes sortes de mauvaises raisons.

Les conséquences sont graves : le chiffre d'affaire des gares diminue, parce que les gens prennent moins le train. Et ils prennent moins le train, parce qu'ils sont exaspérés. **On paie des décennies de laisser aller et d'immobilisme et la société laisse des plumes dans la non-qualité.**

Il faut absolument rénover les lignes existantes et accélérer la mise en œuvre des nouveaux matériels roulants achetés par la région.

Parallèlement, il faut améliorer les conditions de travail arrêter les suppressions de postes, revaloriser les salaires, maintenir les guichets, mettre des contrôleurs dans tous les trains.

Il ne faut surtout pas faire ce qui se fait en

PACA, où la direction essaie la suppression des agents qui gèrent et surveillent les départs des trains.

Dans l'entreprise, les risques psycho-sociaux augmentent.

Nous sommes satisfaits du fait que la région ait impulsé la rénovation de la ligne Pau-Canfranc. Mais ce que nous souhaitons, c'est aussi rétablir et multiplier le trafic de marchandises sur cette voie. De même le potentiel économique du bassin de Lacq doit permettre un développement organisé du fret.

Mais 160 emplois ont été supprimés entre 1995 et 2015. Le climat dans l'entreprise est mauvais. Il y a beaucoup de fatalisme et de repli sur soi. Heureusement, je me réjouis de constater une très forte mobilisation des jeunes agents, y compris dans la maîtrise et chez les cadres. Même s'il reste beaucoup de discrimination syndicale de la part de la direction.

Une conférence de presse était ensuite organisée sur le parvis de la gare par Olivier Dartigolles et Isabelle Larrouy, conseillère régionale sortante et pressentie pour être tête de liste du Front de Gauche dans le département pour la prochaine élection.



CREUSE, « J'IMAGINE UNE RÉGION QUI... »

C'est dans la Creuse, ce département rural qui, selon les termes d'Alain Rousset, ne mérite pas qu'on s'y attarde car « il ne représente que 3% des électeurs », que j'accompagne aujourd'hui Olivier Dartigolles.

La première étape de la journée nous conduit à proximité de la préfecture départementale, Guéret, dans la commune des Forges. Nous sommes reçus sur une exploitation agricole qui pratique une agriculture bio. Un bel exemple. Cette exploitation autonome, gérée par trois jeunes agriculteurs, pratique la vente directe. Au côté de ces agriculteurs, se trouvent également des cheminots et des agents hospitaliers. Les agriculteurs souhaitent aborder un thème important avec Olivier Dartigolles : le centre d'engraissement de bovins. Créé sur le plateau des Millevaches, ce centre est, pour les syndicalistes paysans présents, un exemple flagrant de la financiarisation de l'agriculture.

« Ici il s'agit simplement d'un projet capitaliste et financier. On ne parle jamais de coopérative ou de part sociale », témoigne un agriculteur. En effet il serait difficile de qualifier autrement ce type de projet. 40m³ d'eau utilisés par jour, 4 000 tonnes d'aliments achetés à

200 km, 1 100 000 euros de financements publics... Les chiffres donnent le tournis. Nous sommes ici confrontés à un modèle productiviste qui détruit l'agriculture paysanne de proximité.

Dans un département où près de 75% des éleveurs sont spécialisés en viande bovine, il faut revenir à un autre modèle économique. Pour Olivier Dartigolles, « **La mise en place de prix rémunérateurs doit permettre aux éleveurs de vivre décemment** ». Le chef de file des communistes pour la grande région précise : « **Il faut s'attaquer aux rapaces de la finance. Je veux parler des intermédiaires** ».

Devant les agriculteurs et éleveurs présents, le candidat communiste présente une des propositions que porteront les futurs élus du Front de gauche. À savoir que l'ensemble de la restauration scolaire dans les lycées puisse être assurée par des producteurs locaux. Un programme d'avenir et ambitieux.

Concernant la question de la santé, la situation est aussi très inquiétante. « **Aujourd'hui notre département ne dispose que d'une seule maternité. Faute d'atteindre l'objectif de 1 000 accouchements par an, cette maternité est maintenue en vie par dérogation. Mais jusqu'à**

quand ? Il y a un vrai risque à terme de se retrouver avec un département sans maternité » témoigne un agent hospitalier.

La question des ARS (agence régionale de santé) et de la politique régionale de santé sera un des enjeux majeur de ces élections de décembre. Alors que par le passé le département bénéficiait d'un tissu hospitalier de qualité, on assiste aujourd'hui à une polarisation des infrastructures autour de la ville de Guéret. Pour les syndicalistes hospitaliers, cette situation présente de graves risques pour la santé des citoyens. En effet, alors que la norme préconise que toute personne bénéficie d'un service d'urgence à moins de 30 minutes de son domicile, ce délai est de plus de 50 minutes en Creuse.

Dernier point que souhaitent aborder les syndicalistes avec Olivier Dartigolles, celui des maisons de retraite. Un chiffre témoigne à lui seul de l'aberration de la situation. Alors que le niveau moyen de retraite pour un creusois est de 967 euros par mois, les maisons de retraite du département proposent des tarifs allant jusqu'à 2 200 euros par mois. On comprend mieux l'usage de la locution : « *silver économie* » ! Mais si les taux d'occupation des maisons de retraite avoisinent les 90%, c'est grâce à la forte présence de personnes âgées venues de la région parisienne. Cette situation a pour conséquence directe de maintenir de nombreuses personnes âgées dans un isolement dramatique.

Également présents pour discuter des politiques régionales, les cheminots creusois ont beaucoup de choses à dire. C'est une constante depuis le début de notre tour de la grande région. Au travers de ces différentes rencontres avec les syndicalistes cheminots, je me rends compte de la violence des attaques contre le service public ferroviaire.

« En Creuse comme partout ailleurs, on détruit le service public ferroviaire. En 30 ans nous sommes passés de 240 chemins à 80, de 12 gares de fret à une, et de 11 gares de voyageurs à seulement 3. Alors que certains départements se déclarent hors TAFTA, on pourra bientôt déclarer le département de la Creuse hors SNCF ! », dénonce un syndicaliste chemi-

not. Le constat est sans appel !

Pour ces cheminots, il faut impérativement sortir des logiques capitalistes : « *Le service public est un bien commun, il garantit une égalité de traitement sur tout le territoire, il ne doit pas être soumis au marché* ».

Pour Olivier, la question de la bataille du rail est très importante : « *Pour nous, futurs élus du Front de Gauche, la question ferroviaire est une priorité, ce maillage ferroviaire doit être maintenu. C'est une exigence que nous porterons au cœur de la future assemblée régionale* ».

Pour finir, le chef de file des communistes dénonce le schéma qui se dessine : « *Aujourd'hui nous sommes dans un projet où des LGV desserviront les grandes métropoles, quelques TER pour les lignes régionales et des bus pour les lignes interrégionales. Ce n'est pas acceptable.* »

Il faudra quand même nous expliquer, année de la COP21, comment peut-on diminuer l'émission de gaz à effet de serre tout en multipliant les bus au détriment des trains ?

Deuxième étape : direction Saint Sulpice le Guérétois.

Après une riche après-midi d'échanges avec des militants et syndicalistes, nous nous rendons dans la commune de Saint Sulpice le Guérétois pour assister à l'assemblée générale de rentrée des communistes.

Au cours de cette réunion, plusieurs sujets vont traverser la discussion mais une question revient inlassablement au cœur du débat. Il s'agit de la question grecque. Le combat politique que nous allons mener lors de ces élections régionales doit être un combat contre l'austérité. Car au-delà des ravages sociaux, sanitaires et humanitaires que cause l'austérité, elle détruit également le rêve et l'imaginaire des gens. C'est avec cette phrase porteuse d'espérance, « *Moi j' imagine une région ...* » qu'Olivier a conclu la discussion. Discussion que nous prolongeons ensuite autour d'une auberge espagnole très fraternelle.

Par Thomas Portes



JOURNÉE EN GIRONDE : DES SOUVENIRS ET DE LA FRATERNITÉ

Notre première rencontre nous mène à Frontenac, 766 habitants, rattachée à la communauté de communes de Targon, qui regroupe 19 communes. Josette Mugron, maire de la commune, nous attend à la mairie.

« *Je suis très inquiète. Cette réforme territoriale va encore créer de nouvelles inégalités. La réduction des dotations publiques nous complique déjà assez la vie, pourquoi nous imposer de force cette réforme ?* » C'est avec ces propos que Josette Mugron s'adresse à Olivier. Comme partout où nous allons, les maires des petites communes sont très inquiets.

Face au ravage de l'austérité, notamment au niveau des services publics de proximité, les élus se mobilisent. « *Ici nous n'avions plus de médecins depuis quelques temps. Alors nous avons décidé de créer une structure pour tenter d'attirer un médecin. Cela a marché, un médecin viendra s'installer ici. C'est une très bonne nouvelle pour les habitants de la commune* », nous explique Josette Mugron.

Cette réforme territoriale, explique Oliver Dartigolles, va nous conduire dans le mur. Les futurs élus du Front de Gauche réuniront, rapidement, les 4 503 maires pour faire un état des lieux des consé-

quences de la loi NOTRe. Il faut que les élus, véritable maillage de la démocratie locale, soient au cœur du processus de son contrôle et de son évaluation.

Lors de cet échange, un autre élu de proximité nous rejoint. Lionel Chollon, maire de Loupiac, se dit très inquiet : « *On tente de nous intégrer de force au sein de nouvelles intercommunalités. On assiste à une véritable réorganisation administrative et politique des territoires* ».

Deuxième rendez-vous, direction la mairie de Saint-Pierre-d'Aurillac et sa salle Jean Lafourcade, où nous attend le maire, Stéphane Denoyelle.

Comme à Frontenac, les élus font part de leur incompréhension. « *Le véritable projet du préfet est de créer une communauté des communes pour le Sud-Gironde. Soit 120 communes et 100 000 habitants : une véritable aberration* », nous explique le maire. Cette fuite en avant dans le gigantisme administratif crée un mouvement de panique chez les élus. Les maires ruraux nous disent très souvent : « *on n'y arrive plus, ce n'est plus possible* ». Autre point critique, la baisse des dotations publiques. « *Pour nous, cela représente une perte de 70 000 euros sur trois ans. Sur un budget de fonctionnement comme le nôtre qui est de 1 million d'euros, c'est*

énorme. Nous ne sommes plus aujourd'hui en capacité de prévoir des investissements futurs. Pour la deuxième année, nous allons avoir une capacité d'auto-financement négative. La situation est critique, il est temps de tirer la sonnette d'alarme. On parle ici de la survie des communes », s'émeut un membre du conseil municipal.

Pourtant les besoins sociaux, culturels et éducatifs, n'ont jamais été aussi importants qu'aujourd'hui. Le risque est grand de voir des pans entiers, normalement réalisés par les politiques publiques, s'écrouler de manière irréversible. Pour Stéphane Denoyelle, derrière ces questions se dessinent le choix du projet de société dans lequel nous voulons vivre. « *On glisse actuellement vers une société où chacun payera son service. Comme pour les bus Macron, on crée un système à deux vitesses. D'un côté les riches et de l'autre les pauvres* », précise le maire.

Pourtant, les élus de proximité ne baissent pas le bras. « *Nous sommes dans une posture de combat. On ne refuse pas de voir les difficultés, on construit avec les citoyens* », nous explique un élu. Pour Olivier, il est important de redonner la place aux citoyens. « *Pour moi, ces questions sont très importantes. Je suis un enfant du service public, je lui dois beaucoup. Nous devons utiliser l'intelligence collective, il faut disputer l'expertise aux libéraux. Si les politiques régionales se coupent de ceux qui vivent et travaillent dans nos territoires, elles ne marcheront pas* », précise le chef de file des communistes aux élections régionales.

Une chose est sûre, lors de ces élections, il ne faut pas seulement proposer des solutions. Il faut également « livrer » la boîte à outil pour mettre en œuvre ces solutions.

« *Quand on dit que les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié de la population mondiale la plus pauvre, cela parle aux gens. Les logiques capitalistiques libérales entraînent une prise de conscience. Aujourd'hui, plus personne ne se sent en sécurité dans ce monde-là* » poursuit Olivier. Avant de partir, il passe par le bureau du maire qui fut jadis occupé par son grand-oncle, Jean Lafourcade. Résistant, torturé au fort du Hâ à Bordeaux

puis déporté à Dachau. Elu maire en 1965, depuis 50 ans, la commune de Saint-Pierre d'Aurillac est dirigée par une équipe progressiste.

La maman d'Olivier nous attend dans sa maison et nous partageons une soirée avec les amis et camarades du chef de file communiste qui peut enfin se poser un peu. Il fend l'armure en racontant des souvenirs personnels avec son grand-oncle. Les anecdotes sur la vie politique locale font sourire. Elles peuvent aussi nous faire réfléchir sur la manière de résister et de construire aujourd'hui.

Olivier veut me montrer quelque chose bien rangé au fond d'un tiroir. D'abord un morceau de papier, jeté depuis le wagon de la déportation dans l'est de la France où le jeune résistant écrit : si vous trouvez ce papier, faites le parvenir à Madame Lafourcade à Saint-Pierre d'Aurillac (suivait l'adresse). Je suis passé ici... Ce morceau de papier est arrivé à destination. Le second est le matricule à Dachau. Il y a aussi un brassard de FFI. Et enfin, une écharpe d'élu de la République.

Je repars. Olivier me raccompagne jusqu'à ma voiture en me donnant quelques éléments pour la journée du lendemain. Je l'interroge : « *C'était important pour toi de passer ici dans le programme officiel de la campagne ?* ». Il attend quelques secondes avant de répondre. « *Oui, beaucoup. J'aime le Béarn, c'est ma terre politique, de militantisme. Ma vie perso est là-bas et j'y suis heureux. Ici, à Saint-Pierre, je viens chercher une énergie que je ne trouve nulle part ailleurs. La campagne ne fait que commencer, Thomas...* »

Elle ne fait que commencer !.. On a quand même pas mal bougé depuis début juillet ! Quant à l'énergie politique de Saint-Pierre sur notre candidat, je veux bien le croire comme en témoigne l'heure très matinale du premier courriel !

C'est une campagne de contenu, de résistance et de construction. Et aussi, ce que je découvre, une campagne avec des liens humains très forts. Une fraternité qui n'est pas que dans les mots mais aussi dans des moments partagés comme celui de cette fin de journée en sud Gironde.



PÉRIGUEUX : « IL N'Y A PLUS DE GRUES À L'HORIZON »

Mercredi, à 10 heures, j'avais rendez-vous avec Olivier Salleron, président de la fédération départementale du bâtiment. Le contact est direct, sans l'habituel échange de banalités. On entre dans le vif du sujet. Plombier-chauffagiste, M. Salleron est à la tête d'une entreprise familiale qui emploie une vingtaine de salariés. Je l'interroge sur le montant du CICE perçu par son entreprise au cours des deux dernières années : En moyenne, entre 600 et 800 euros par salariés. Il pourra acheter un véhicule, verser des primes. « Nous ne sommes pas un gros du BTP, nous sommes à taille humaine ».

Je veux connaître l'impact de la baisse de l'investissement public local sur le secteur du BTP. La réponse est claire et nette : « C'est la crise la plus grave. La commande publique, cela représente 20% de l'activité du BTP dans le secteur, mais ici, dans le rural, c'est 40 à 50% du carnet de commande ».

En 6 ans, le BTP en Dordogne a perdu 2 500 salariés, sur un total de 12 500. Un emploi dans le bâtiment, c'est aussi deux emplois indirects. 300 entreprises ont dû mettre la clé sous la porte.

Je ressens chez Olivier Salleron une émotion maîtrisée. Il veut rester positif mais c'est dur... « Quand vous levez la

tête, il n'y a plus aucune grue de chantier sur Périgueux et son agglomération. À Bordeaux, quand on arrive sur les hauteurs de Lormont, cela ne manque pas ». Une illustration frappante des inégalités territoriales et d'une métropolisation de l'espace régional déjà entamée.

Au cours de l'échange, on se retrouve sur la même longueur d'onde pour parler du développement local. Quand j'avance l'idée d'une forte ambition dans la prochaine politique régionale en termes de transition écologique, par exemple dans la rénovation thermique des bâtiments, Olivier Salleron réagit très positivement : « Oui, il y a 19 000 logements inoccupés en Dordogne, le plus souvent à cause de leur vétusté ».

À la fin de notre entretien, Olivier Salleron me remet un document avec les 10 propositions de la Fédération française du bâtiment « avec l'objectif de favoriser la reprise de l'activité et de valoriser durablement les territoires ». Lutter contre les offres anormalement basses, valoriser l'apprentissage, inciter à la construction durable. Il s'agit aussi de « valoriser le patrimoine historique et le potentiel touristique ». D'optimiser l'utilisation des fonds européens. Nous en parlerons.

Après cette rencontre, direction Prignonnieux (Dordogne) pour visiter

l'entreprise Goubie dont la spécialité est la production de charpentes lamellées collées. L'accueil est très sympa et nous débutons la visite du site. Impressionnant. Monsieur Goubie se présente comme « *un très gros charpentier mais pas un industriel* ». Nous passons d'atelier en atelier. Le savoir-faire est remarquable. Puis, direction le bureau. Là encore nous parlons de la baisse de la dépense publique. Monsieur Goubie attire mon attention sur une question importante : « *on nous demande de casser les prix et de faire de plus en plus vite, tout cela devient fou, on refuse des marchés car nous ne pourrions pas garantir la qualité* ». Le court-termisme, la loi de l'argent.

Sur le trajet du retour, je croise les analyses de MM Salleron et Goubie. Au final, ils sont confrontés aux mêmes enjeux : travailler au

pays, bien faire son travail, créer de l'activité et de l'emploi.

La politique économique régionale doit faire du neuf. Nous mettons sur la table trois engagements et nous allons les présenter et les mettre en discussion tout au long des prochaines semaines.

Je serai aujourd'hui à Bacalan pour en parler avec des acteurs du développement local.

« *L'avenir nous tourmente, le passé nous retient, c'est pour cela que le présent nous échappe* » disait Flaubert. La solution : regagner de l'imaginaire. Aux journalistes qui me posent la question du second tour, je réponds : l'ambition du Front de gauche est de prendre les commandes de la future grande région car nous voulons la démocratisation des solutions et l'égalité des territoires.



VIVRE ET TRAVAILLER À BACALAN

Olivier Dartigolles, chef de file des communistes pour les prochaines élections régionales était en visite dans le quartier Bacalan, à Bordeaux. L'occasion de faire connaître les propositions économiques du Front de gauche pour la région, et de les enrichir.

Le passage au bar cave de Bacalan n'aura pas été qu'une parenthèse dans l'emploi du temps d'Olivier Dartigolles. De retour sur des terres qu'il avait connues lorsqu'il était étudiant à Bordeaux 3, il a pu mesurer de visu les bouleversements que connaît ce quartier du nord de Bordeaux. Il a aussi rencontré la chaleur communicative des responsables de diverses associations locales et des militants communistes.

Autant dire qu'entre huîtres et charcuterie, vin blanc et vin rouge, le chef de file des communistes a goûté avec gourmandise le récit des combats, des espoirs et des craintes d'un quartier populaire en pleine transformation. « *Tout l'enjeu réside dans l'appropriation par les nouveaux habitants des lieux historiques du quartier* », explique Vincent Maurin, chef de file des communistes en Gironde qui vit et travaille dans ce quartier.

Un rapide détour aux Bassins à flot per-

met de rencontrer les syndicalistes du Port, de la SAFT, de l'Union locale CGT, pour mieux prendre la mesure des chantiers en cours. Les constructions immobilières majoritairement défiscalisées enserrent les radoubs(1) au point qu'on peut se demander si cette stratégie d'encerclement n'est pas destinée à rendre difficile la coexistence habitat/activité de réparation navale... C'est ce qu'ont bien senti et exprimé, Cyril Mauran et Alexandre Guillot, responsables CGT du port (ex PAB avant sa privatisation en 2008) qui accompagnaient la délégation dans sa visite. Ils rappellent que le port, c'est 400 emplois sans les dockers, 1 500 emplois indirects et que des milliers de tonnes supplémentaires et des 30 000 emplois promis, ils n'ont rien vu venir.

Le monde du travail doit pouvoir décider

Remerciant les organisateurs de la rencontre, Olivier Dartigolles a souligné avec force à quel point cette grande région était riche de « *pépites et de solutions nouvelles à portée de main* ». « *Comme c'est le cas ici, à Bacalan, les syndicats*

sont souvent porteurs de ces solutions. Faut-il encore les entendre. Les salariés ont des savoirs faire, ils sont l'expertise, encore faut-il la reconnaître. Cela pose la nécessité de la démocratisation de la politique régionale. Il faut sortir de l'hémicycle ! »

La question des aides publiques

« Pour les aides publiques aux entreprises, nous proposons aussi que les travailleurs, par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales, puissent exercer un droit de contrôle sur l'utilisation de ces aides dans les bassins d'emploi. Nous voulons construire une politique régionale à partir de votre expertise. Dans chaque bassin d'emploi, nous voulons réunir représentants des salariés, élus, représentants patronaux pour étudier la répartition de ces aides : qui en bénéficie, comment sont-elles utilisées ? De plus en plus les grandes régions vont devenir le guichet unique des aides aux entreprises. Il faut réorienter la politique régionale en fonction des besoins. »

Relocaliser au cœur des villes

Pour le responsable du Front de gauche, « ce que nous venons de voir et d'entendre montre qu'il est possible de relocaliser des productions au cœur des villes. Dans ce quartier populaire, il y a une pépite industrielle avec des possibilités de développement fluvio-maritime. On peut montrer qu'il est possible de faire co-habiter l'habitat et l'activité économique, de relocaliser l'emploi. Il y a ici une situation unique, proche de l'océan qui peut être relié à la méditerranée par le fleuve et le canal. Cela cadre avec la transition énergétique que nous appelons de nos vœux. » Ces propos sont confirmés par Vincent Maurin qui mène ce combat depuis plusieurs années : « *Le refit concerne*

30 entrepreneurs pouvant générer 700 emplois. Le responsable des croisières fluviales voudrait faire passer le nombre de bateaux de 3 à 9 à condition que ceux-ci puissent être mis à l'abri et réhabilités dans les formes de radoub ».

Une nouvelle épopée

« Nous avons le fleuve, la Garonne, et le canal qui font le lien entre l'Atlantique et la Méditerranée. Il y a une vraie réflexion à avoir, comme dans les pays du Nord, sur la réhabilitation du fret fluvial en lien avec le fret ferroviaire pour répondre au défi écologique en faisant baisser, ainsi, le flot des camions. Cela représente de gros investissements mais du temps de Colbert, quand a été construit le canal, le PIB de la France était bien moindre qu'aujourd'hui ! » Il poursuit : « Il faut acheminer par voie d'eau à Astria (Bègles) les déchets que vous voyez stockés là-bas, plutôt que les transporter par camions ! »

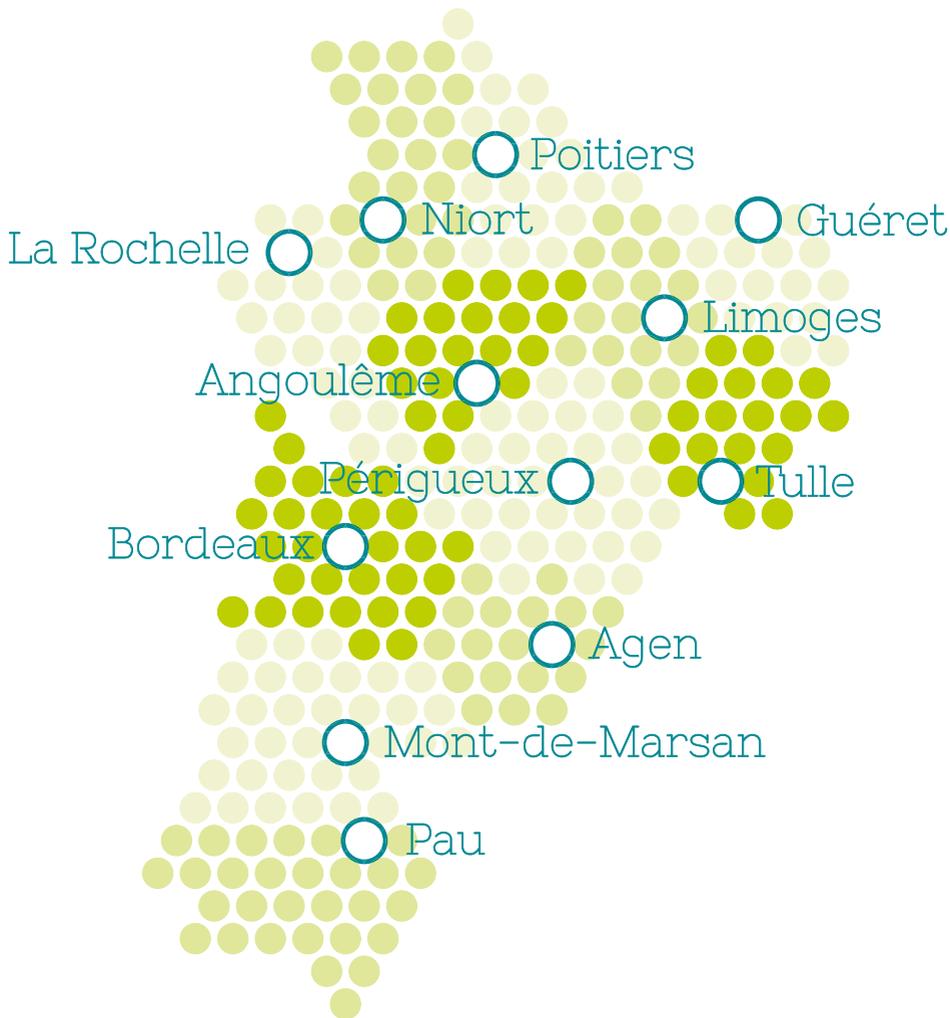
« Ce que nous proposons » précise Vincent Maurin, « c'est une nouvelle épopée, écrire ensemble un chapitre totalement neuf ! ».

Autre exemple de développement économique possible, le secrétaire du syndicat CGT de la SAFT qui a fourni les batteries du Batcub (2) a indiqué qu'il était possible de développer cette technique sur d'autres bateaux, d'élargir la gamme de batteries à condition « de s'attacher à mettre en œuvre une politique industrielle cohérente et de se positionner sur des nouveaux produits ».

Serge Gonzalez &
Christelle Danglot

(1) Ouvrage pour la mise en cale sèche des bateaux pour réparer la coque.

(2) Bateaux qui font tous les jours la traversée entre les 2 rives de la Garonne et qui dépendent du réseau de transports en commun de la Métropole (ex.CUB)



JE PARTICIPE À LA CAMPAGNE :



olivier.dartigolles



dartigolles2015.fr



@dartigolles2015